

RAPPORT DU PRESIDENT BERICHT DES PRÄSIDENTEN

TITRE: Administration générale : Adhésion à la mission « Règlement général sur la protection des données (RGPD) du Centre de Gestion du Bas-Rhin » TITEL: Allgemeine Verwaltung: Beitritt zur Aufgabe „Datenschutzgrundverordnung (DSGVO) des Verwaltungszentrums Bas-Rhin“	N° 06
	Réunion du 9 juin 2026 Sitzung vom 9. Juni 2026

1. Kontext

Die Datenschutzgrundverordnung (DSGVO) 2016/679 trat am 25. Mai 2016 in Kraft und gilt seit dem 25. Mai 2018 in der Europäischen Union. Sie schafft einen Rahmen und bringt zahlreiche Änderungen im Bereich des Schutzes personenbezogener Daten mit sich und schreibt deren Anwendung verbindlich vor. Tatsächlich kann die Nichteinhaltung dieser neuen Vorgaben der DSGVO gemäß den Artikeln 83 und 84 der DSGVO mit Geldbußen von bis zu 20 Millionen Euro geahndet werden.

Darüber hinaus kann jeder Verstoß gegen die DSGVO oder das französische Gesetz Nr. 78-17 vom 6. Januar 1978 über Datenverarbeitung, Dateien und Freiheiten zu verschiedenen Sanktionen führen, die von der französischen Datenschutzbehörde (CNIL) verhängt werden, insbesondere zu Geldbußen in Höhe von bis zu 20.000 Euro.

Bislang führt der EVTZ keine genaue Überwachung im Rahmen der DSGVO durch, möchte sich jedoch mit diesem Thema befassen, um die Einhaltung der DSGVO sicherzustellen.

Angesichts des hohen Umfangs dieser auferlegten gesetzlichen Verpflichtungen und der potenziellen Diskrepanz zwischen den dem EVTZ zur Verfügung stehenden Mitteln und den rechtlichen Anforderungen ist für den EVTZ die Zusammenlegung dieser Aufgabe mit dem Centre de Gestion du Bas-Rhin

1. Contexte

Le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) 2016/679 est entré en vigueur le 25 mai 2016 et en application depuis le 25 mai 2018 dans l'Union européenne. Il crée un cadre et apporte de nombreuses modifications en matière de sécurité des données à caractère personnel et rend obligatoire leur application. En effet, le montant des sanctions pécuniaires en cas de non-respect du RGPD peut s'élever jusqu'à 20 millions d'euros, conformément aux articles 83 et 84 du RGPD.

Par ailleurs, tout manquement au RGPD ou à la loi française n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés est susceptible d'entraîner diverses sanctions prononcées par la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), notamment des amendes administratives pouvant atteindre 20 000 euros.

A ce jour, le GECT n'assure pas de suivi précis dans le cadre du RGPD mais souhaite s'emparer de cette thématique afin d'assurer le respect du RGPD.

Au regard du volume important de ces obligations légales imposées et de l'inadéquation potentielle entre les moyens dont le GECT dispose et lesdites obligations de mise en conformité, la mutualisation de cette mission avec le Centre de Gestion du Bas-Rhin (CDG 67) s'impose comme alternative

(CDG67) von besonderem Interesse, um die Einhaltung der Gesetzgebung sicherzustellen.

Das CDG 67 bietet gemeinsame Ressourcen sowie die Bereitstellung eines Datenschutzbeauftragten (DPD) an, dessen Aufgabe es ist, den EVTZ bei der Umsetzung der DSGVO zu unterstützen.

2. Stand der administrativen Umsetzung

a. Ausarbeitung einer Vereinbarung

Es muss eine Vereinbarung zwischen dem CDG67 und dem EVTZ geschlossen werden, damit dem EVTZ ein Datenschutzbeauftragter zur Verfügung gestellt werden kann (siehe Anhang).

b. Inkrafttreten

Ein zügiges Inkrafttreten ist wünschenswert, damit sich der EVTZ so schnell wie möglich an die DSGVO anpassen kann.

Der Versammlung wird deshalb vorgeschlagen, der Aufgabe des Verwaltungszentrums Bas-Rhin zur Sicherstellung der Datenschutzgrundverordnung beizutreten.

Abschließend bitte ich Sie, den folgenden Beschlussentwurf zu verabschieden:

Die Versammlung, auf Vorschlag des Präsidenten:

- *ermächtigt den Präsidenten, das Verwaltungszentrum Bas-Rhin mittels eines Schreibens zum Datenschutzbeauftragten des EVTZ Eurodistrict PAMINA zu ernennen;*
- *ermächtigt den Präsidenten, die Vereinbarung mit dem Verwaltungszentrum Bas-Rhin über die Bereitstellung des Datenschutzbeauftragten des Verwaltungszentrums Bas-Rhin und die Umsetzung der Maßnahmen zur Einhaltung der DSGVO sowie die daraus folgenden Nachträge zu unterzeichnen;*

favorisant la mise en œuvre de la réglementation.

Le CDG 67 propose des ressources mutualisées ainsi que la mise à disposition d'un Délégué à la Protection des Données (DPD) ayant pour mission d'accompagner le GECT dans la mise en œuvre du RGPD.

2. Etat d'avancement de la gestion administrative

a. Etablissement d'une convention

Une convention entre le CDG67 et le GECT doit être établie afin qu'une mise à disposition d'un DPD pour le GECT soit possible (cf. annexe).

b. Mise en route

Une entrée en vigueur rapide est souhaitable, afin que le GECT puisse s'aligner au plus vite avec le RGPD.

Il est ainsi proposé à l'Assemblée d'adhérer à la mission du Centre de Gestion du Bas-Rhin visant à garantir le respect du règlement général sur la protection des données.

En conclusion, je vous prie de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Sur proposition du Président, l'Assemblée :

- *autorise le Président à désigner le Centre de Gestion du Bas-Rhin comme étant le DPD du GECT Eurodistrict PAMINA par la voie d'une lettre de mission ;*
- *autorise le Président à signer la convention avec le Centre de Gestion du Bas-Rhin pour la mise à disposition du DPD du Centre de Gestion du Bas-Rhin et la réalisation de la démarche de mise en conformité avec le RGPD et ses avenants subséquents ;*

- *überträgt dem Vorstand die Begleitung und Umsetzung der entsprechenden Vereinbarung;*
- *donne délégation au Bureau pour le suivi et la mise en œuvre de ladite convention ;*
- *genehmigt die Bereitstellung der erforderlichen Mittel im Haushaltsplan oder im Nachtragshaushalt.*
- *approuve l'affectation des fonds nécessaires au budget primitif ou au budget supplémentaire.*

Lauterbourg, le 22 mai 2026
Le Président | Der Präsident



Dietmar SEEFELDT

CONVENTION

DE MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL POUR LA MISE EN CONFORMITE DES TRAITEMENTS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL A LA LOI INFORMATIQUE ET LIBERTES ET A LA REGLEMENTATION EUROPEENNE

Les termes de la présente convention sont régis par :

- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée ;
- la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, entré en application le 25 mai 2018 (dit Règlement Général sur la Protection des données, soit « RGPD ») ;
- la délibération du conseil d'administration du Centre de Gestion du Bas-Rhin n°044/2018 du 4 avril 2018: Organisation de la mutualisation de la mission relative au Délégué à la Protection des Données ;
- La délibération du conseil d'administration du Centre de Gestion du Bas-Rhin du 25/11/2020 ;
- la délibération du GECT Eurodistrict PAMINA n°06/2026 en date du 09 juin 2026 relative à la mise en conformité du GECT avec le RGPD et autorisant Monsieur le Président à signer la convention avec le Centre de Gestion du Bas-Rhin à cet effet ainsi que ses avenants subséquents.

ENTRE

Le Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Bas-Rhin, représenté par son Président en exercice, Monsieur Michel LORENTZ, agissant en cette qualité et en vertu de la délibération n° 23/20 du 4 novembre 2020 et des délibérations citées dans le préambule, ci-après désigné « Le CDG67 »

D'UNE PART,

ET

Le Groupement Européen de Coopération Territoriale (GECT) Eurodistrict PAMINA, situé à 2 rue du Général Mittelhauser, 67630 Lauterbourg, représentée par Monsieur Dietmar SEEFELDT, Président, ci-après désigné « le GECT »

D'AUTRE PART,

ONT CONVENU CE QUI SUIT

Préambule :

Le règlement européen 2016/679 dit « RGPD » est entré en application le 25 mai 2018. Il apporte de nombreuses modifications en matière de sécurité des données à caractère personnel et rend **obligatoire** leur application. En effet, le non-respect de ces nouvelles obligations entraîne des **sanctions lourdes** (amendes administratives pouvant aller jusqu'à 20 000 000€), conformément aux articles 83 et 84 du RGPD.

Au regard du volume important de ces nouvelles obligations légales imposées et de l'inadéquation potentielle entre les moyens dont le GECT dispose et lesdites obligations de mise en conformité, la mutualisation de cette mission avec le CDG 67 présente un intérêt pour le GECT favorisant le respect de la réglementation à mettre en œuvre.

Le CDG67 propose, en conséquence, des ressources mutualisées ainsi que la mise à disposition de son Délégué à la Protection des Données. Il peut donc accéder à la demande d'accompagnement du GECT désireux d'accomplir ces formalités obligatoires.

ARTICLE 1 : OBJET ET COMPOSITION DE LA MISSION

La présente convention a pour objet la mise à disposition de moyens humains et matériels au profit la collectivité cosignataire ; avec pour finalité la maîtrise des risques liés au traitement des données personnelles, risques autant juridiques, financiers et réputationnels pour le GECT et les sous-traitants, que risque de préjudice moral pour les individus.

Le GECT confie au CDG67 une mission d'accompagnement dans la mise en conformité des traitements à la loi Informatique et libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 et au RGPD.

Cette mission comprend les opérations suivantes :

La réalisation du registre des traitements et l'analyse de conformité RGPD

- Mise à disposition d'un délégué à la protection des données afin de répondre à l'obligation légale de désignation
- Mise à disposition d'un questionnaire afin d'établir un état des lieux des traitements de données personnelles
- Création du registre des traitements (obligatoire) à partir des réponses du questionnaire RGPD
- Etablissement de l'analyse de la situation actuelle au vu des réponses au questionnaire
- Intervention du CDG67 sur place afin d'effectuer un retour sur l'analyse du registre et établir les recommandations d'actions à mettre en œuvre afin d'effectuer une mise en conformité avec la loi informatique et liberté et le RGPD. Lors de cette intervention des premiers documents modèles et fiches pratiques sont transmis

L'aide et l'assistance du DPD

- Mise à disposition du délégué à la protection des données pour toutes questions relatives à la protection des données que le GECT peut se poser ou qu'un usager peut poser
- Assistance pour répondre à une demande d'exercice des droits par une personne (agents, élus, usagers, fournisseurs ou tout interlocuteur du GECT)
- Assistance en cas de nécessité de notifier une violation de données personnelles à la CNIL
- Assistance en cas de contrôle de la CNIL
- Bilan annuel fait au responsable de traitement du GECT
- Contrôle de la réalisation des travaux de mises en conformité conformément aux recommandations établies lors du rendez-vous de restitution
- Mise à disposition de documents modèles et fiches pratiques nécessaires aux actions de mise en conformité

ARTICLE 2 : DEFINITIONS

Les présentes définitions s'entendent au sens des articles 4, pris en son 7°, ainsi que 37 à 39 de la réglementation européenne (Règlement européen 2016/679, susvisé).

Deux acteurs de la protection des données sont à définir clairement :

- **Le Responsable de traitement**

Le responsable d'un traitement de données à caractère personnel est le maire de la commune/le président de l'établissement public, sauf désignation expresse contraire par des dispositions législatives ou réglementaires relatives à ce traitement.

Pour le GECT Eurodistrict PAMINA, le responsable de traitement est : Monsieur Dietmar SEEFELDT, président.

- **Le Délégué à la Protection des Données (dit ci-après le « DPD »)**

Sa désignation est obligatoire pour toute collectivité ou organisme public. Pour le CDG67, le Délégué à la Protection des Données est désigné par son président.

Par la présente, le GECT désigne le DPD mis à disposition par le CDG 67 comme étant son DPD. Le DPD prépare les documents permettant au président de procéder à sa désignation effective auprès de la CNIL.

En cas de modifications dans la désignation des acteurs, les cocontractants s'engagent à s'informer mutuellement de tout changement sous un délai de deux mois maximums.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DU DELEGUE A LA PROTECTION DES DONNEES

Les données contenues dans les supports et documents du CDG67 et du GECT sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal).

Il en va de même pour toutes les données dont le DPD (ou les autres experts du CDG l'assistant le cas échéant) prendra connaissance à l'occasion de l'exécution de sa mission.

Conformément à l'article 34 de la loi informatique et libertés modifiée, le DPD s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

De fait, il s'engage à respecter les obligations suivantes :

- ne prendre à titre personnel aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées à la présente convention;

- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques étudiés ;
- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée de la présente convention ;

Le GECT, dans le cadre de la mise à disposition, se réserve le droit de procéder à toutes vérifications qui lui paraîtraient utiles pour constater le respect des obligations précitées.

ARTICLE 4 : TARIFS ET FACTURATION

Dans le cadre de la mise à disposition, les tarifs des prestations assurées par le CDG67 sont les suivants :

- La réalisation du registre des traitements et l'analyse de conformité RGPD, prévues dans l'article 1 : tarif de 800 € par jour, 400 € par demi-journée et 125 € par heure
- L'aide et conseil juridique et documentaire du DPD, prévus à l'article 1 : forfait/tarif annuel de :
 - 200 €/an pour les collectivités de 5 agents ou moins
 - 300 €/an pour les collectivités de 6 à 15 agents
 - 400 €/an pour les collectivités de 16 à 29 agents
 - 500 €/an pour les collectivités de 30 à 49 agents
 - 600 €/an pour les collectivités de 50 agents et plus

Un état des frais sera proposé au GECT sur la base de la durée d'intervention sollicitée et des effectifs déclarés, tels que précisés en annexe.

Tout changement dans la tarification de la mission devra intervenir dans des conditions similaires à celles ouvrant cas de résiliation, telles que définies à l'article 7 de la présente convention.

Le paiement s'effectue auprès de :

Monsieur le Payeur de la Collectivité européenne d'Alsace
BANQUE DE FRANCE N° 30001 00307 C6830000000 86
2 AVENUE RAYMOND POINCARE
68000 COLMAR
IBAN : FR43 3000 1003 07C6 8300 0000 086
Code BIC : BDFEFRPPCCT

ARTICLE 5 : DUREE

La mission pourra débuter, après signature de la présente convention, à la date convenue entre le GECT et le CDG 67.

La présente convention court pour une durée initiale de 3 ans à compter de la date de signature. Elle est reconductible tous les ans par tacite reconduction pour une durée d'un an, sauf cas de résiliation conformément à l'article 7.

ARTICLE 6 : PROTOCOLES ANNEXES

Le GECT signera une lettre de mission désignant le CDG67 comme étant son délégué à la protection des données. De plus, le GECT devra effectuer cette désignation auprès de la CNIL (téléservice) afin d'informer l'autorité de cette désignation.

Par ailleurs, afin d'établir l'état des lieux des traitements du GECT, celui-ci devra répondre au questionnaire RGPD en ligne afin de permettre au délégué à la protection des données de réaliser le registre des traitements (obligatoire) ainsi que l'analyse et l'établissement des recommandations pour une mise en conformité du GECT.

ARTICLE 7 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être dénoncée à tout moment, par chacune des parties, en cas de non-respect d'une des stipulations qu'elle comporte, sous réserve d'un préavis de deux mois.

La présente convention peut également être résiliée par l'une ou l'autre des parties à l'échéance de la convention initiale ou de ses renouvellements tacites, sous réserve d'un préavis de deux mois.

ARTICLE 8 : CONTENTIEUX

En cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement. A défaut, le Tribunal administratif de **STRASBOURG** est compétent.

Fait à Lauterbourg le

**LE PRESIDENT DU GECT EURODISTRICT
PAMINA**

DIETMAR SEEFELDT

Fait à Illkirch le

**LE PRÉSIDENT DU CENTRE DE GESTION DU
BAS-RHIN**

MICHEL LORENTZ
Maire de la ville de ROESCHWOOG.

ANNEXE N°1 : DECLARATION DU NOMBRE D'AGENT EMPLOYE PAR LA COLLECTIVITE

Afin de nous permettre d'établir un état des frais adapté à votre situation, nous vous remercions de bien vouloir compléter le présent formulaire et de le retourner signé en même temps que l'avenant.

Informations relatives à la collectivité :

Nom de la collectivité :

Adresse :

Nom et fonction du signataire :

Déclaration des effectifs :

Merci d'indiquer ci-dessous le nombre d'agents total employés par votre collectivité ou mis à disposition de celle-ci au jour de la signature :

Fait à LAUTERBOURG, le

.....

LE PRESIDENT

DIETMAR SEEFELDT
GECT Eurodistrict PAMINA

VEREINBARUNG

ÜBER DIE BEREITSTELLUNG VON PERSONAL ZUR SICHERSTELLUNG DER KONFORMITÄT DER VERARBEITUNG PERSONENBEZOGENER DATEN MIT DEM FRANZÖSISCHEN DATENSCHUTZGESETZ („INFORMATIQUE ET LIBERTÉS“) UND DER EUROPÄISCHEN DATENSCHUTZREGELUNG

Die Bestimmungen dieser Vereinbarung richten sich nach:

- dem geänderten Gesetz Nr. 83-634 vom 13. Juli 1983 über die Rechte und Pflichten der Beamten;
- dem geänderten Gesetz Nr. 84-53 vom 26. Januar 1984 über die satzungsgemäßen Bestimmungen des territorialen öffentlichen Dienstes;
- dem Dekret Nr. 85-643 vom 26. Juni 1985 über die durch das geänderte Gesetz Nr. 84-53 vom 26. Januar 1984 eingerichteten Verwaltungszentren (Centres de Gestion);
- dem geänderten Gesetz Nr. 78-17 vom 6. Januar 1978 über Datenverarbeitung, Dateien und Freiheitsrechte (Informatique, fichiers et libertés);
- der Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016, die am 25. Mai 2018 in Kraft getreten ist (sogenannte Datenschutz-Grundverordnung, „DSGVO“);
- dem Beschluss Nr. 044/2018 des Verwaltungsrats des Verwaltungszentrums des Départements Bas-Rhin (Centre de Gestion du Bas-Rhin) vom 4. April 2018 betreffend die Organisation der gemeinsamen Wahrnehmung der Aufgaben des Datenschutzbeauftragten;
- dem Beschluss des Verwaltungsrats des Verwaltungszentrums des Départements Bas-Rhin vom 25.11.2020;
- dem Beschluss des EVTZ Eurodistrikt PAMINA Nr.06/2026 vom 9. Juni 2026 bezüglich der Herstellung der Konformität des EVTZ mit der DSGVO sowie die Ermächtigung des Präsidenten, zu diesem Zweck die Vereinbarung mit dem Verwaltungszentrum des Départements Bas-Rhin sowie daraus folgende Nachträge zu unterzeichnen.

ZWISCHEN

Den Verwaltungszentrum für den territorialen öffentlichen Dienst des Departements Bas-Rhin, vertreten durch seinen amtierenden Präsidenten, Herrn Michel LORENTZ, der in dieser Eigenschaft und gemäß dem Beschluss Nr. 23/20 vom 4. November 2020 sowie den in der Präambel genannten Beschlüssen handelt, im Folgenden als „CDG67“ bezeichnet

EINERSEITS,

UND

Dem Europäischen Verbund für territoriale Zusammenarbeit (EVTZ) Eurodistrikt PAMINA, mit Sitz in 2 rue du Général Mittelhauser, 67630 Lauterbourg, vertreten durch Herrn Dietmar SEEFELDT, Präsident, nachstehend „der EVTZ“ genannt,

ANDERERSEITS,

HABEN FOLGENDES VEREINBART:

Präambel

Die europäische Verordnung 2016/679, bekannt als „DSGVO“ (Datenschutz-Grundverordnung), ist am 25. Mai 2018 in Kraft getreten. Sie bringt zahlreiche Änderungen im Bereich der Sicherheit personenbezogener Daten mit sich und macht deren Umsetzung verbindlich. Die Nichteinhaltung dieser neuen Verpflichtungen führt gemäß den Artikeln 83 und 84 der DSGVO zu erheblichen Sanktionen (Verwaltungsstrafen von bis zu 20.000.000 €).

Angesichts des erheblichen Umfangs dieser neuen gesetzlichen Verpflichtungen sowie einer möglichen Diskrepanz zwischen den dem EVTZ zur Verfügung stehenden Mitteln und den Anforderungen zur Herstellung der Rechtskonformität bietet die gemeinsame Wahrnehmung dieser Aufgabe mit dem CDG 67 für den EVTZ einen Vorteil, da sie die Einhaltung der umzusetzenden Vorschriften erleichtert.

Das CDG 67 stellt daher gemeinsame Ressourcen sowie ihren Datenschutzbeauftragten zur Verfügung. Es kann somit dem Unterstützungsersuchen des EVTZ nachkommen, der die Erfüllung dieser verpflichtenden Formalitäten anstrebt.

ARTIKEL 1: ZWECK UND INHALT DER AUFGABE

Zweck der vorliegenden Vereinbarung ist die Bereitstellung personeller und materieller Ressourcen zugunsten des mitunterzeichnenden EVTZ. Ziel ist die Beherrschung der mit der Verarbeitung personenbezogener Daten verbundenen Risiken, insbesondere rechtlicher, finanzieller und reputationsbezogener Risiken für den EVTZ und die Unterauftragsnehmer sowie des Risikos eines immateriellen Schadens für die betroffenen Personen.

Der EVTZ beauftragt das CDG67 mit einer Unterstützungsleistung zur Herstellung der Konformität seiner Datenverarbeitungsvorgänge mit dem Gesetz Nr. 78-17 vom 6. Januar 1978 über Informatik, Dateien und Freiheitsrechte („Informatique et Libertés“) sowie mit der DSGVO.

Diese Leistung umfasst insbesondere die folgenden Maßnahmen:

Erstellung des Verzeichnisses der Verarbeitungstätigkeiten und DSGVO-Konformitätsanalyse

- Bereitstellung eines Datenschutzbeauftragten zur Erfüllung der gesetzlichen Verpflichtung zur Benennung eines Datenschutzbeauftragten;
- Bereitstellung eines Fragebogens zur Bestandsaufnahme der Verarbeitung personenbezogener Daten;
- Erstellung des Verzeichnisses der Verarbeitungstätigkeiten (gesetzlich vorgeschrieben) auf Grundlage der Antworten auf den DSGVO-Fragebogen;
- Durchführung einer Analyse der aktuellen Situation anhand der im Fragebogen erteilten Auskünfte;
- Vor-Ort-Einsatz des CDG67 zur Präsentation und Besprechung der Analyse des Verzeichnisses der Verarbeitungstätigkeiten sowie zur Erarbeitung von Handlungsempfehlungen für die Herstellung der Konformität mit dem Gesetz „Informatique et Libertés“ und der DSGVO. Im Rahmen dieses Einsatzes werden erste Musterdokumente und Praxisleitfäden zur Verfügung gestellt.

Unterstützung und Beratung durch den Datenschutzbeauftragten

- Bereitstellung des Datenschutzbeauftragten für sämtliche Fragen zum Datenschutz, die sich dem EVTZ stellen können oder die von Nutzern an ihn gerichtet werden;
- Unterstützung bei der Bearbeitung von Anträgen auf Ausübung von Betroffenenrechten durch Personen (Bedienstete, Mandatsträger, Bürger*innen, Lieferanten oder sonstige Ansprechpartner des EVTZ);
- Unterstützung bei der Erfüllung der Meldepflicht gegenüber der CNIL im Falle einer Verletzung des Schutzes personenbezogener Daten;
- Unterstützung im Falle einer Kontrolle durch die CNIL;
- Erstellung eines jährlichen Berichts für den Verantwortlichen der Datenverarbeitung des EVTZ;
- Überprüfung der Umsetzung der Maßnahmen zur Herstellung der Datenschutzkonformität entsprechend den Empfehlungen, die im Rahmen des Abschluss- und Rückmeldegesprächs ausgesprochen wurden.

ARTIKEL 2: BEGRIFFSBESTIMMUNGEN

Die nachstehenden Begriffsbestimmungen entsprechen der Bedeutung des Artikel 4 Ziffer 7 sowie der Artikel 37 bis 39 der europäischen Verordnung (Verordnung (EU) 2016/679).

Im Bereich des Datenschutzes sind zwei Akteure klar zu definieren:

- **Der Verantwortliche für die Verarbeitung**

Verantwortlicher für die Verarbeitung personenbezogener Daten ist der Bürgermeister der Gemeinde bzw. der Präsident der öffentlichen Einrichtung, sofern nicht durch gesetzliche oder regulatorische Vorschriften für die betreffende Verarbeitung ausdrücklich etwas anderes bestimmt ist.

Für den EVTZ Eurodistrikt PAMINA ist der Verantwortliche für die Verarbeitung:

Dietmar SEEFELDT, Präsident.

- **Der Datenschutzbeauftragte**

Die Benennung eines Datenschutzbeauftragten ist für jede Gebietskörperschaft oder öffentliche Einrichtung gesetzlich vorgeschrieben. Für das CDG67 wird der Datenschutzbeauftragte durch dessen Präsidenten bestellt.

Mit der vorliegenden Vereinbarung benennt der EVTZ den vom CDG67 zur Verfügung gestellten Datenschutzbeauftragten als ihren Datenschutzbeauftragten. Der Datenschutzbeauftragte erstellt die Unterlagen, die es dem Präsidenten ermöglichen, seine formelle Benennung gegenüber der CNIL vorzunehmen.

Im Falle von Änderungen hinsichtlich der Benennungen der beteiligten Akteure verpflichten sich die Vertragsparteien, einander über jede Änderung innerhalb einer Frist von höchstens zwei Monaten zu informieren.

ARTIKEL 3 : VERPFLICHTUNGEN DES DATENSCHUTZBEAUFTRAGTEN

Die in den Unterlagen und Dokumenten der CDG67 und des EVTZ enthaltenen Daten unterliegen streng dem Berufsgeheimnis (Artikel 226-13 des französischen Strafgesetzbuchs).

Gleiches gilt für alle Daten, von denen der Datenschutzbeauftragte (oder gegebenenfalls die ihn unterstützenden anderen Experten des CDG) im Rahmen der Erfüllung seines Auftrags Kenntnis erlangt.

Gemäß Artikel 34 des geänderten Datenschutzgesetzes verpflichtet sich der Datenschutzbeauftragte, alle erforderlichen Vorkehrungen zu treffen, um die Sicherheit der Informationen zu gewährleisten und insbesondere zu verhindern, dass diese verfälscht, beschädigt oder an unbefugte Personen weitergegeben werden.

Er verpflichtet sich somit, die folgenden Verpflichtungen einzuhalten:

- keine Kopien der ihm anvertrauten Dokumente und Datenträger für persönliche Zwecke anzufertigen;
- die bearbeiteten Dokumente und Informationen nicht für andere als die in dieser Vereinbarung festgelegten Zwecke zu verwenden;
- diese Dokumente oder Informationen nicht an andere Personen weiterzugeben, unabhängig davon, ob es sich um private oder öffentliche, natürliche oder juristische Personen handelt;
- alle Maßnahmen zu ergreifen, um eine missbräuchliche oder betrügerische Verwendung der untersuchten Computerdateien zu verhindern;
- alle Sicherheitsmaßnahmen, insbesondere in materieller Hinsicht, zu ergreifen, um die Aufbewahrung und Unversehrtheit der bearbeiteten Dokumente und Informationen während der Laufzeit dieser Vereinbarung zu gewährleisten;

Der EVTZ behält sich im Rahmen der Überlassung das Recht vor, alle Überprüfungen vorzunehmen, die ihr zur Feststellung der Einhaltung der vorgenannten Verpflichtungen zweckmäßig erscheinen.

ARTIKEL 4 : TARIFE UND ABRECHNUNG

Im Rahmen der Bereitstellung gelten für die vom CDG67 erbrachten Leistungen folgende Tarife:

- Erstellung des Verarbeitungsverzeichnisses und Durchführung der DSGVO-Konformitätsprüfung gemäß Artikel 1: Preis von 800 € pro Tag, 400 € pro Halbtage und 125 € pro Stunde
- Die in Artikel 1 vorgesehene rechtliche und dokumentarische Unterstützung und Beratung durch den Datenschutzbeauftragten: Pauschalbetrag/Jahresgebühr von:
 - 200 € pro Jahr für Gemeinden mit bis zu 5 Mitarbeitern
 - 300 € pro Jahr für Gemeinden mit 6 bis 15 Mitarbeitern
 - 400 € pro Jahr für Gemeinden mit 16 bis 29 Mitarbeitern
 - 500 € pro Jahr für Gemeinden mit 30 bis 49 Mitarbeitern
 - 600 € pro Jahr für Gemeinden mit 50 und mehr Mitarbeitern

Dem EVTZ wird eine Kostenaufstellung vorgelegt, die sich nach der beantragten Einsatzdauer und der gemeldeten Personalstärke richtet, wie im Anhang näher erläutert.

Jede Änderung der Vergütung für den Auftrag muss unter ähnlichen Bedingungen erfolgen wie diejenigen, die einen Kündigungsgrund darstellen, wie in Artikel 7 dieser Vereinbarung festgelegt.

Die Zahlung erfolgt an:

Monsieur le Payeur de la Collectivité européenne d'Alsace
 BANQUE DE FRANCE N° 30001 00307 C6830000000 86
 2 AVENUE RAYMOND POINCARE
 68000 COLMAR
 IBAN : FR43 3000 1003 07C6 8300 0000 086
 Code BIC : BDFEFRPPCCT

ARTIKEL 5: DAUER

Der Auftrag kann nach Unterzeichnung dieser Vereinbarung zu dem zwischen dem EVTZ und dem CDG 67 vereinbarten Zeitpunkt beginnen.

Diese Vereinbarung gilt zunächst für eine Laufzeit von drei Jahren ab dem Datum der Unterzeichnung. Sie verlängert sich stillschweigend um jeweils ein Jahr, sofern sie nicht gemäß Artikel 7 gekündigt wird.

ARTIKEL 6: ANHANGSPROTOKOLLE

Der EVTZ unterzeichnet ein Auftragsschreiben, in dem die CDG67 als sein Datenschutzbeauftragter benannt wird. Darüber hinaus muss der EVTZ diese Benennung bei der CNIL (Online-Dienst) vornehmen, um die Behörde darüber in Kenntnis zu setzen.

Um eine Bestandsaufnahme der Datenverarbeitungsvorgänge des EVTZ zu erstellen, muss dieser zudem den Online-DSGVO-Fragebogen ausfüllen, damit der Datenschutzbeauftragte das (obligatorische) Verzeichnis der

Datenverarbeitungsvorgänge erstellen sowie eine Analyse durchführen und Empfehlungen für die Einhaltung der Vorschriften durch den EVTZ aussprechen kann.

ARTIKEL 7: KÜNDIGUNG DER VEREINBARUNG

Diese Vereinbarung kann von jeder der Parteien jederzeit unter Einhaltung einer Kündigungsfrist von zwei Monaten gekündigt werden, falls eine der darin enthaltenen Bestimmungen nicht eingehalten wird.

Diese Vereinbarung kann ebenfalls von jeder der Parteien bei Ablauf der ursprünglichen Vereinbarung oder ihrer stillschweigenden Verlängerungen unter Einhaltung einer Kündigungsfrist von zwei Monaten gekündigt werden.

ARTIKEL 8: STREITFALL

Bei Streitigkeiten über die Auslegung oder Anwendung dieser Vereinbarung verpflichten sich die Parteien, eine gütliche Einigung anzustreben. Ist dies nicht möglich, ist das Verwaltungsgericht Strasbourg zuständig.

Lauterbourg, der

**DER PRÄSIDENT DES EVTZ EURODISTRIKT
PAMINA**

DIETMAR SEEFELDT

Illkirch, der ...

**DER PRÄSIDENT DES
VERWALTUNGSZENTRUMS BAS-RHIN**

MICHEL LORENTZ
Bürgermeister ROESCHWOOG.